

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18870 - 73ÈME ANNÉE

200 ans de l'industrie sucrière à La Réunion

## Où sont les Réunionnais ?



Tereos a hérité voici 7 ans d'une industrie sucrière construite par les Réunionnais.

**Vendredi dernier, Tereos a célébré les 200 ans de l'industrie sucrière à La Réunion. Le PCR et « Témoignages » n'étaient pas invités. Nous œuvrons en effet pour informer la population sur la réalité de la crise vécue par la filière, aussi les manipulations de Tereos ne prennent pas sur nous. Elles ne résistent pas aux faits.**

**L**es 200 ans de l'industrie sucrière ont été l'objet d'une opération de communication de Tereos en compagnie de quelques notables vendredi. C'était une étape de plus dans la manipulation orchestrée par l'entreprise qui dirige la filière canne à La Réunion. Aux côtés de la direction de Tereos, un planteur de canne était sur scène. Cette présentation est bien réductrice, la contribution de Tereos à l'industrie sucrière dans notre île est bien faible eu égard aux deux siècles d'investissements des Réunionnais dans ce secteur, et de la contribution des communistes aux luttes qui ont fait progresser la conditions des travailleurs de la filière.

Pour avoir une idée de cela, il suffit de se référer à l'histoire. Cela fait deux siècles que l'industrie sucrière s'est développée à La Réunion. C'est la conséquence de l'indépendance de Saint-Domingue, devenue Haïti. Avant son indépendance, cette colonie était le premier producteur de sucre au monde. À cette époque, ce produit était essentiellement fabriqué à partir de la canne à sucre. Pour éviter de dépendre d'importations d'autres pays pour se fournir en sucre, la France a donc mis à contribution ses colonies de la Caraïbe et de l'océan Indien.

### Le travail des Réunionnais

C'est le point de départ de l'industrie sucrière dans notre île. Ce sont des planteurs réunionnais qui ont construit les premières usines afin de valoriser leur production. Cette industrie a structuré la croissance économique de La Réunion. Elle est à l'origine de la construction en quelques années d'un port en eaux profondes et du chemin de fer de Saint-Benoît à Saint-Pierre. Ces réalisations plaçaient La Réunion à l'avant-garde de la révolution industrielle qui s'accomplissait alors dans le monde.

Dans le même temps, les besoins de cette industrie ont bouleversé le peuplement de notre île. Elle a amené l'arrivée de 50.000 travailleurs

venus d'Inde dans les années qui suivirent l'abolition de l'esclavage en 1848. L'industrie sucrière est aussi à l'origine de la création d'un mouvement revendicatif à La Réunion. Le développement du Port, du chemin de fer, des usines sucrières et des plantations avaient besoin d'une main d'œuvre importante. Ces travailleurs étaient un prolétariat qui souffraient de l'exploitation. Ils furent donc très sensibles aux luttes menées dans le monde dans le sillage de la Révolution de 1917 en Russie. Dans les années 1930, ils réussirent à s'unir sous la bannière d'un syndicat, la Fédération réunionnaise du Travail, qui demandait que les lois sociales de France s'appliquent à La Réunion, c'était la revendication « Réunion département français ».

### Le rôle des communistes

La misère entraînée par la guerre allait rendre l'application de ce mot d'ordre encore plus urgent. Cela se concrétisa par la victoire aux législatives d'octobre 1945 des candidats du CRADS, Raymond Vergès et Léon de Lépervanche. Avec leurs camarades des Antilles de la Guyane, ils réussirent à obtenir de l'Assemblée constituante l'adoption à l'unanimité d'une loi abolissant le statut colonial, la loi du 19 mars 1946.

Quelques années plus tard, les communistes jouèrent un rôle décisif dans l'histoire de l'industrie sucrière à La Réunion. En 1954, l'usine de Quartier-Français était menacée de fermeture. Ses concurrents s'étaient déjà partagé les machines. Les communistes réussirent alors à unir les planteurs et les ouvriers dans la bataille pour sauvegarder l'usine. Les planteurs étaient jusqu'alors une classe plutôt conservatrice. La bataille de Quartier-Français réussit à les faire adhérer à une cause partagée et les fit basculer du côté des communistes. Cela permit de sauver l'usine, et fit souffler sur La Réunion un vent de liberté. Il se traduisit par l'élection en 1956 de deux députés

communistes sur les trois sièges mis en jeu à La Réunion. La liste communiste avait en effet obtenu la majorité des voix, résultat de la lutte menée pour sauver Quartier Français.

### Tereos, le dernier arrivé

La répression ne se fit pas attendre. Elle se manifesta dans la fraude électorale qui visait à retirer aux communistes tous leurs mandats. Elle aboutit également à la restructuration de la filière cannesucre au détriment des planteurs par les accords de 1969. Ces accords enlevaient aux planteurs la propriété de la canne à sucre et de tous ses produits. Les livreurs de canne sont depuis réduits au rôle de fournisseur de matière première. Depuis, le PCR n'eut de cesse de soutenir la lutte des planteurs pour remettre en cause ces accords afin que les revenus de la canne soient équitablement partagés.

Dans cette histoire de 200 ans, Tereos arrive tout à la fin. Il y a 16 ans, la coopérative de planteurs de betteraves rachète les Sucreries de Bourbon et prend le contrôle de l'usine de Bois-Rouge. Et c'est en mai 2010 que Tereos a pris la tête de l'industrie sucrière à la suite de l'achat des actions de Marbour au sein de la Société sucrière de Quartier-Français. Sur 200 ans, l'industrie sucrière réunionnaise a été dirigée par des Réunionnais sauf ces 7 dernières années. Tereos ne fit donc que recueillir le fruit de deux siècles de travail et de luttes dans lesquelles les communistes jouèrent un grand rôle. Bien entendu, ce n'est pas la version que Tereos a servi aux notables invités à sa cérémonie vendredi.

(à suivre)

**M.M.**

Edito

# La France a rendez-vous avec ses possessions coloniales

**L**es élections en Corse, le référendum en Nouvelle Calédonie et les Assises des Outre-mer questionnent la nouvelle mandature présidentielle sur la relation de la France avec ses dépendances coloniales. C'est la fin du droit commun. Pour autant, est-ce à dire que l'ère de la Responsabilité a sonné pour tous les dirigeants politiques parisiens ?

Dimanche, le deuxième tour des élections en Corse conduiront au pouvoir les nationalistes. La grande leçon c'est qu'ils auraient pu gagner tout seul, dès le premier tour. L'autre leçon c'est l'élimination de tous les partis parisiens. Ce souffle d'émancipation atteindra-t-elle les Caraïbes, le Pacifique et l'Océan Indien ?

Le Président était récemment en Guyane pour donner sa lecture des Assises des Outre-Mer. C'était inscrit dans son programme électoral. Il pense avoir trouvé la solution à travers le vote d'un "véhicule législatif unique".

Au même moment, le Premier ministre était en Océanie, un an avant le scrutin d'autodétermination en Nouvelle Calédonie. Il y est resté 4 jours dans la zone pour écouter, puis a donné son point de vue dans un discours prononcé mardi 5 décembre. Nous retiendrons 3 tweet.

**"Nous allons vers la consultation de 2018 par un chemin que nous construisons chaque jour, mais balisé il y a de longues années par des hommes justes et grands."**

**"Je ne veux pas préjuger de ce à quoi nous aboutirons. Mais j'ai confiance dans le sens des**

**responsabilités de chacun et dans l'héritage d'une pratique politique à nulle autre pareille."**

**"Le jour du scrutin, le peuple calédonien va se prononcer sur l'avenir politique de la Nouvelle-Calédonie, de manière totalement autonome. L'Etat y apporte et y apportera son plein concours. Mais, en définitive, ce sera bien le peuple calédonien qui se prononcera souverainement."**

Dans la mesure où les mots ont été pesés, le discours apporte des réponses à la question posée sur la Responsabilité des dirigeants politiques parisiens vis-à-vis de 5 siècles d'héritage colonial. A la veille du 60e anniversaire du PCR, rappelons l'acte majeur d'émancipation de la tutelle des Outre-mer vis-à-vis d'un parti parisien, le PCF. Elle a été remplacée par une relation d'égalité et de solidarité même si, tout au long de ces 6 décennies, il y a eu quelques couacs. Ce rapport responsable nous a valu beaucoup d'inimitié. Un parti parisien a même dépêché un ancien Premier ministre, Michel Debré, qui a utilisé tous les moyens inimaginables pour nous combattre. Le PS s'est évertué à nous éliminer. Aujourd'hui, le droit commun est fini. L'appel à l'émancipation et à la responsabilité des outre-mer est si fort qu'il pourrait franchir les frontières de la Gaule.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

## La grève continue dans les centrales thermiques du Gol et de Bois-Rouge

# Les Réunionnais seront-ils pris en otage par Albioma ?

**Le préavis de grève court toujours dans les centrales thermiques du Gol et de Bois-Rouge. Après une coupure d'électricité qui a concerné 85.000 abonnés à EDF, rien n'est réglé du fait de l'intransigeance de la direction d'Albioma.**

**L**e conflit se poursuit à Albioma. Les travailleurs ont tenu hier une assemblée générale. Rappelons que le conflit concerne les centrales thermiques du Gol et de Bois-Rouge à La Réunion, et du Moule en Guadeloupe. À La Réunion, ces installations fonctionnent avec du charbon et de la bagasse de canne à sucre. Elles assurent la production de base du réseau électrique. Invité hier soir dans le journal télévisé de Réunion Première, Patrick Hoarau, secrétaire général de la CGT-EDF, a rappelé que « les travailleurs demandent l'ouverture des négociations ». Une demande qui n'a toujours pas été entendue par la direction. « On espère qu'ils seront assez responsables pour ne pas prendre en otage la population et l'économie », ajoute le responsable syndical.

Les travailleurs demandent la tenue d'assises sociales afin de discuter de la modernisation des outils de travail. Patrick Hoarau précise en effet que les ouvriers sont exposés à l'amiante et à la céramique. Il est donc nécessaire de se mobiliser pour de meilleures conditions de



**Les centrales thermiques d'Albioma fournissent la puissance de base du réseau électrique à La Réunion.**

travail.

« Albioma détient plus de 47 % de la production électrique de La Réunion. Elle doit résoudre les problèmes de condition de travail de son personnel », note le dirigeant

de la CGT-EDF. La semaine prochaine est prévu un rendez-vous avec la direction nationale d'Albioma. Une rencontre qui s'annonce décisive.

## Campagne sucrière

# Mouvements à Beaufonds et Bois-Rouge

La campagne sucrière est agitée. À l'usine de Bois-Rouge, les travailleurs protestent contre la baisse d'une prime. Ils ont débrayé pour faire avancer les négociations. À Beaufonds, la FDSEA a mené un mouvement provoqué par des contrôles surprises menés par Tereos sur les planteurs de canne à sucre.



## Mouvement social

# Grève à l'ANPAA

La structure de prévention de l'alcoolisme et des addictologies basée à Saint-Paul était touchée par un mouvement de grève hier à l'appel de la CGTR et de la CFDT. Les salariés demandent une amélioration des conditions de travail et dénoncent le licenciement abusif d'un travailleur.

## Résultat d'une étude de l'INSEE

# Les entreprises réunionnaises dégagent 6,9 milliards d'euros de valeur ajoutée

Voici la reproduction du contenu de la dernière étude de l'INSEE parue ce jour, dans « INSEE Flash n°114. Elle porte sur la création de valeur ajoutée dans les entreprises réunionnaises.

**E**n 2015, la valeur ajoutée dégagée par les entreprises marchandes réunionnaises est de 6,9 milliards d'euros, pour un chiffre d'affaires de 24,2 milliards d'euros. Largement porté par les activités immobilières, l'investissement s'élève à 1,9 milliard d'euros. Il est concentré sur quelques entreprises, puisque 5 % des entreprises hors micro-entreprises réalisent 94 % de l'investissement. Enfin, par rapport à 2014, la valeur ajoutée augmente de 4 %, hausse portée par seulement la moitié des entreprises.

En 2015, 50400 entreprises composent les secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers à La Réunion contre 4 millions en France (hors Mayotte). Ces entreprises dégagent une valeur ajoutée de 6,9 milliards d'euros (1 000 milliards en France) pour un chiffre d'affaires de 24,2 milliards d'euros (3 900 milliards d'euros en France).

La santé humaine, l'action sociale et l'éducation (hors secteur public), les activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien aux entreprises, le commerce de détail et enfin la construction contribuent le plus à la création de richesse.

Les trois quarts des entreprises marchandes réunionnaises n'ont pas de salarié. Les autres emploient 88 500 personnes en équivalent temps plein. La Réunion compte 11 500 entreprises entre 1 et 9 salariés, 1 600 entre 10 et 249 salariés et 18 de plus de 250 salariés.

### Un investissement porté par les activités immobilières

Les entreprises investissent 1,9 milliard d'euros en 2015 (193 milliards France entière). Par nature, les entreprises du secteur acti-

vités immobilières réalisent une part importante de l'investissement total (40 % de l'investissement total). Les subventions d'investissement soutiennent essentiellement l'investissement de ce secteur : en 2015, 751 millions d'euros de subventions au titre des investissements réalisés en 2014 ont été versées.

Le taux de marge des entreprises employeuses augmente entre 2014 et 2015, passant de 27,2 % à 28,7 %, après avoir légèrement diminué entre 2013 et 2014.

### L'investissement et la valeur ajoutée concentrés sur une faible part des entreprises

À La Réunion, peu d'entreprises (hors micro entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal) concentrent une grande partie de la création de richesse et de l'emploi. Ainsi, 5 % d'entre elles (1 700 entreprises) réalisent 62 % de la valeur ajoutée. À l'opposé, la moitié des entreprises ne dégagent pas (ou très peu) de valeur ajoutée. L'économie réunionnaise est cependant moins concentrée qu'au niveau national : 5 % des entreprises réalisent 82 % de la valeur ajoutée en France. Cette concentration se retrouve également au niveau de l'emploi : 5 % des entreprises concentrent 64 % de l'emploi salarié, tandis que 62 % des entreprises n'ont aucun salarié.

L'investissement est encore plus concentré : les 5 % d'entreprises qui investissent le plus représentent 94 % de l'investissement total. Près des deux tiers des entreprises réunionnaises n'ont, quant à elles, réalisé aucun investissement en 2015.

### Valeur ajoutée : une hausse globale qui masque une dispersion importante

Entre 2014 et 2015, la valeur ajoutée augmente de 259 millions d'euros dans les entreprises réunionnaises, soit + 3,9 % (+ 2,6 % en France). D'une part, les entreprises pérennes génèrent 246 millions d'euros de valeur ajoutée supplémentaire (+ 3,8 %). D'autre part, les entreprises créées en 2015 ont une valeur ajoutée de 156 millions d'euros, alors que la cessation d'autres entreprises réduit de 143 millions d'euros la valeur ajoutée.

Pour les entreprises pérennes hors micro-entreprises, la hausse globale de la valeur ajoutée masque des réalités très différentes : il y a autant d'entreprises dont la valeur ajoutée augmente que d'entreprises dont la valeur ajoutée baisse. Pour un quart des entreprises, cette baisse est supérieure à 21 %. Les entreprises s'en sortent mieux si elles ont des salariés que si elles n'en ont pas. En effet, un quart des entreprises sans salarié ont une valeur ajoutée en baisse de plus de 29 % contre 14 % pour les entreprises employeuses. À l'inverse, un quart des entreprises employant entre 1 et 9 salariés sont en très forte croissance, avec une hausse de la valeur ajoutée de plus de 24 %.

## Rapport UNICEF-ONUSIDA

# L'Afrique de l'Ouest et du Centre en retard sur la riposte mondiale au VIH

**Un nouveau rapport souligne le besoin urgent d'une meilleure réponse au VIH pour les enfants et les adolescents.**

**P**lus de quatre décennies après le début de l'épidémie de VIH, quatre enfants sur cinq vivant avec le VIH en Afrique de l'Ouest et du Centre ne reçoivent toujours pas de traitement antirétroviral et les décès liés au sida chez les adolescents âgés de 15 à 19 ans sont en hausse, selon un nouveau rapport publié hier.

Tout en reconnaissant les progrès accomplis dans plusieurs domaines, le rapport intitulé « Accélérer la Cadence : Vers une génération sans sida en Afrique de l'Ouest et Centrale », publié conjointement par l'UNICEF et l'ONUSIDA, montre que l'Afrique de l'Ouest et du Centre est à la traîne sur la majorité des indicateurs en matière de prévention du VIH et des programmes de traitement et de soins pour les enfants et les adolescents. En 2016, environ 60 000 enfants ont été nouvellement infectés par le VIH en Afrique de l'Ouest et du Centre.

« Il est tragique que tant d'enfants et d'adolescents ne reçoivent pas les traitements dont ils ont besoin, simplement parce qu'ils n'ont pas été testés », a déclaré Marie-Pierre Poirier, directrice régionale de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. « Nous devons mieux utiliser les innovations pour accroître l'accès au traitement du VIH et aux soins pour les enfants. Par exemple, la technologie de diagnostic au point de service rapproche les tests de l'endroit où les enfants fréquentent les services de santé et l'autotest peut être une bonne option pour les adolescents qui peuvent être plus à l'aise avec cela ».

### Hausse des décès

La couverture en matière de théra-

pies antirétrovirales vitales chez les enfants vivant avec le VIH dans la région est la plus faible au monde car de nombreux pays ont une capacité limitée à effectuer les tests nécessaires au diagnostic précoce du VIH chez les nourrissons. Sans connaître le statut VIH d'un enfant, sa famille est moins susceptible de rechercher le traitement qui pourrait prévenir la tragédie de la mort d'un enfant de maladies liées au sida.

La situation est pire chez les adolescents. Le nombre annuel de nouvelles infections par le VIH chez les 15-19 ans dans la région dépasse maintenant celui des enfants âgés de 0 à 14 ans. Ces nouvelles infections surviennent principalement par contact sexuel non protégé et chez les adolescentes. Tout aussi préoccupant, selon le rapport, est que l'Afrique de l'Ouest et du Centre a enregistré une augmentation de 35 pour cent du nombre annuel de décès liés au sida parmi les adolescents âgés de 15 à 19 ans - le seul groupe d'âge pour lequel les décès liés au sida ont augmenté entre 2010 et 2016.

Alors que la population des jeunes de la région devrait augmenter considérablement au cours des prochaines décennies, en particulier dans des pays comme la République démocratique du Congo et le Nigéria, il est probable que le nombre d'enfants et d'adolescents infectés par le VIH et mourant de causes liées au sida va rester élevé, à moins que la réponse au VIH - à la fois la prévention et le traitement - ne s'améliore considérablement.

### Recommandations

Le rapport souligne que les 24 pays qui composent la région Afrique de l'Ouest et du Centre abritent 25 pour cent des enfants âgés de 0 à 14

ans vivant avec le VIH dans le monde.

« Les dirigeants de la région ont approuvé un plan de rattrapage visant à tripler le nombre de personnes sous traitement dans la région - y compris les enfants - d'ici la fin 2018, le problème clé est maintenant d'accélérer sa mise en œuvre », a déclaré Luiz Loures, Directeur exécutif adjoint de l'ONUSIDA. « Les pays devraient d'urgence mettre en place des stratégies plus efficaces pour le diagnostic précoce du VIH chez les nourrissons, et commencer à réduire les inégalités dans l'accès des enfants au traitement. »

Le rapport propose des stratégies clés qui permettront aux pays d'accélérer les progrès dans la lutte contre la propagation de la maladie. Celles-ci incluent :

1. Une réponse différenciée au VIH axée sur des contextes épidémiologiques et locaux uniques dans chaque pays et communauté.
2. L'intégration des services liés au VIH dans les principaux services sociaux, y compris la santé, l'éducation et la protection.
3. L'appropriation communautaire et la gouvernance locale de la riposte au VIH, y compris le travail avec les familles, mieux placées pour aider à réduire la stigmatisation, accéder à la prévention et au traitement.
4. Investir dans les innovations pour éliminer les obstacles à la mise à l'échelle, y compris les nouvelles approches diagnostiques et biomédicales telles que le diagnostic au point de service, l'autotest VIH et la prophylaxie pré-exposition.

## Che Guevara, apôtre des opprimés -2-

# Les premières mesures révolutionnaires -4-

**Le cinquantième anniversaire de l'assassinat du Che en Bolivie le 9 octobre 1967 offre l'occasion de revenir sur le parcours du révolutionnaire cubano-argentin qui a dédié sa vie à la défense des « Damnés de la terre ».**

**Le Che était-il impliqué dans les Unités militaires d'aide à la production (UMAP) ?**

Non, le Che n'a pas été à l'origine des UMAP. A Cuba, le service militaire est obligatoire. Dans les années soixante, les personnes qui ne souhaitaient pas effectuer leur service pour des raisons éthiques, philosophiques, religieuses ou personnelles, devaient effectuer un service civique en réalisant des travaux agricoles dans des unités à la campagne. Au sein de ces UMAP, les homosexuels ont été victimes de discriminations, de vexations, de brimades et de moqueries et ont été logés dans des baraquements séparés.

Ces violations des droits humains sont parvenues aux oreilles de Vilma Espín, épouse de Raúl Castro, et surtout Présidente-fondatrice de la puissante Fédération des femmes cubaines. Elle en a donc informé Fidel Castro. Ce dernier, qui s'est toujours appuyé sur la jeunesse et les étudiants, a décidé d'envoyer clandestinement un groupe de militants de l'Union des jeunes communistes au sein des UMAP pour vérifier les faits. Après plusieurs semaines d'observation, ils ont rendu un rapport accablant confirmant les atteintes aux droits de ces personnes et les UMAP ont été fermées en 1968, un peu moins de deux ans

après leur création. Il faut rappeler que le seul rôle de Fidel Castro dans les UMAP a été de procéder à leur fermeture définitive.

**Quelles sont les rapports du Che avec la presse ?**

En tant que figure importante de la Révolution cubaine, le Che était régulièrement sollicité par la presse nationale et la presse étrangère, curieuse d'interroger un Argentin qui avait voué son existence au processus de transformation sociale de l'île. Le Che avait conscience de l'importance des médias dans la guerre politique et idéologique qu'il fallait mener contre les forces conservatrices.

Le Che a donc été à l'origine de la création de Radio Rebelde dans les montagnes de la Sierra Maestra le 24 février 1958, date commémorant le soulèvement de Baïre de 1895 qui marque le début de la seconde guerre d'indépendance menée par José Martí. Avec du matériel rudimentaire et un branchement artisanal, le Che a réussi à briser le monopole médiatique de la dictature militaire de Fulgencio Batista. La revue Verde Olivo est l'organe de presse des forces armées révolutionnaires cubaines qui a été créée en avril 1959 par le Che, Camilo Cienfuegos et Raúl Castro. Dans

cette revue, le Che a publié ses expériences de guerre et une section intitulée « Conseils au combattant », ainsi qu'une chronique régulière sous le pseudonyme de « Franc-tireur ». L'objectif de la revue était de cultiver la mémoire historique des luttes à Cuba et de transmettre les témoignages des combattants.

De la même manière, en juin 1959, Prensa Latina a vu le jour. L'objectif était de doter le pays d'une agence de presse performante afin de contrecarrer les campagnes de propagande hostiles en provenance des Etats-Unis. De plus, elle permettait d'apporter un regard latino-américain sur la réalité du Tiers-monde, et de s'émanciper ainsi de l'hégémonie médiatique de la presse occidentale.

(à suivre)

*Salim Lamrani  
Université de La Réunion*

Source : The Huffington Post  
[https://www.huffingtonpost.com/entry/che-guevara-apostle-of-the-oppressed\\_us\\_5a1dd637e4b0e9a1b9c7b482](https://www.huffingtonpost.com/entry/che-guevara-apostle-of-the-oppressed_us_5a1dd637e4b0e9a1b9c7b482)

## In kozman pou la rout

### « Balon lé ron pou toulmoun »

Sa in kozman pou dir, dann in match, lo vinkèr lé pa koni d'avans. Sa lé vré partou, dann tout péi, dann tout divizyon é si lo vinkèr lété koi d'avans lété pa bézoin zoué. Sa sé ketyonn fotbal mé sa i pé z'ète vré dann in bonpé ka. Fyé pa dsi la répitasyon ! Fyé pad si lo favori ! Fyé pa nonpli dsi sak lé répité pli for. Lé vré désèrtin zékip i pèrd lo moral kan zot i kroiz avèk in l'ékip répité pli for... Antansyon kant mèm lo pli for i pé ariv a pèrd pars lé z'ot i suiv ali, é i fini par trouv in tik tak pou donna li son bourant. Sé sak i ariv souvan dé foi. Alé ! Mi lèss azot réfléshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

# Oté

## Lo sansèr la pa l'invantèr ! Tok ! Pran sa pou ou !

*Matante Zélida la ékri Justin :*

*Mon shèr nové, mon spès salté, rouj de fon dovan l'éternité, alor, zordi zot i an plègn bann z'institisyon i rosou pi zot pou ète an parmi ; sa lé vré pou konsèye réjyonal, sa lé vré pou bann l'izine sikriyèr, sa lé vré pou madam Bello, pou lo mèr Lo por, étsétéra, la ké lo ra. Moin na in l'ésplikasyon mi pé done azot sé kan ou lé pa d'bone konpagni, i pé pa rosouvoir aou an bone konpagni. La prèv , tout bann nom moin la mark an o la. Tok ! Pran sa pou toi.*

*Justin la fé pou répons :*

*Mon vyé matant sak ou la di an o la i aport la prèv konm de koi ou nana in sans partikilyé dsi la démokrasi ; si mi konpran aoyu, la démokrasi sé pou lé jans bien. Pou sak ou i pé antann avèk é pa pou sak i vépa marsh a jnou.*

*Téréos i rosou pa nou ! Ok ! Mé Téréos i pé pétète rakont anou kosa li la fé avèk lo savoir fèr bann rényoné. In zour moin la ékout in l'émisyon dsi kann é moi la aprann in pé dan tout péi i plant kann invanté La Rényon. Bin, kosa nou la gingn la dan ? Zéro kalbas bien sir alé oir sé bann rényoné la invant désèrtènn bann kann la. La propriyét intéléktyèl bann z'angajé, bann plabntèr, bann ténsisien, i fo kroir sa in kont pou la po patat.*

*Si mi arzout ankor tousa bann z'idé Paul Vergès épi tout son bann z'ékip la donn favèr, tousa i kont pa pou arien ditou sa. Tout lété paré, po tir La Rényon dann malkoté ébin la mèm pa gingn fèr arien ansanm. Si mi arzout ankor tout z'idé nout parti kominis la dévlopé é bin lo bann sansèr la mèm pa gingn fé arien ansanm.*

*Konm mi di souvan, lo sansèr la pa l'invantèr. Tok ! Pran sa pou ou !*

**Justin**